



SNUCLIAS – FSU
173 rue de Charenton 75012 Paris
☎ 01 43 47 53 95 📠 01 49 88 06 17
✉ snuclias-fsu@orange.fr



Fonction publique – Services publics : La coupe est pleine !

Depuis deux années consécutives les salaires de la fonction publique sont gelés. En 10 ans, les fonctionnaires ont perdu 11 % de pouvoir d'achat ; soit la perte de 1,3 mois de traitement par an.

A cela il faut ajouter l'augmentation des cotisations sociales suite à la contre réforme des retraites du gouvernement Fillon de 2010.

En janvier 2012, le gouvernement précédent a instauré le jour de carence, prélevant 1/30ème de salaire pour chaque arrêt de congé de maladie ordinaire. Les réformes de la catégorie C et celle en cours de la catégorie B, ont rallongé les carrières. Les quelques augmentations du SMIC ont « rattrapé » tous les débuts de carrière à tel point que pour gagner 20 euros de plus il faut maintenant 14 années d'ancienneté pour les agents recrutés sur l'échelle 3 de rémunération.

Toutes ces mesures régressives précipitent peu à peu des dizaines de milliers d'agents publics vers la pauvreté. Les services d'œuvres sociales sont débordés par les demandes de secours d'agents rencontrant les pires difficultés pour payer leurs factures : énergie, cantine scolaire, crèches etc....

Nombreux sont ceux qui n'ont d'autre solution que de recourir à l'endettement voire au surendettement.

Cette situation est intolérable !

Lors des campagnes présidentielle et législatives, les candidats des organisations politiques aujourd'hui au gouvernement et au parlement avaient dénoncé la situation subie par les fonctionnaires et le service public. Tous avaient condamné avec fermeté le jour de carence.

Force est de constater 6 mois plus tard, qu'aucune rupture n'est intervenue avec les politiques d'austérité du précédent gouvernement. Pire, le gouvernement Ayrault n'envisage aucune augmentation des traitements en 2013. Il n'abroge toujours pas le jour de carence, maintient la RGPP pour une majorité de ministères, ne s'attaque pas aux injustices provoquées par la réforme Fillon.

Cette situation n'a que trop duré !

En quelques coups de menton le patronat a réussi à se faire entendre, obtenant que le gouvernement revienne sur ses promesses d'engager une nouvelle répartition des richesses, en s'attaquant notamment à la finance. Ainsi, 20 milliards d'argent public, sous forme de cadeaux fiscaux, sont attribués aux entreprises privées, sans contreparties ni contrôle, dans le cadre du « Pacte de Compétitivité ».

A l'inverse, toutes les réponses aux demandes syndicales sur le pouvoir d'achat, les carrières, les retraites, l'amélioration des services publics sont différées. Chacun l'aura compris, sans mobilisation, sans nouveau rapport de forces, les politiques précédentes vont perdurer, a contrario de ce que les salariés ont exprimé massivement dans la rue et dans les urnes.

Le SNUCLIAS-FSU souhaite que le 31 janvier 2013 soit l'occasion d'une mobilisation de toutes les forces syndicales qui refusent la politique d'austérité du gouvernement. Il souhaite également que cette date soit clairement annoncée comme le premier rendez vous de celles et ceux qui exigent que les promesses soient tenues, que les services publics soient à nouveau reconnus comme un élément déterminant d'égalité, de justice et de cohésion sociale. Aussi, il proposera sur son champ de syndicalisation un appel à un mouvement de grève et de manifestations. D'ors et déjà dans cette perspective le SNUCLIAS-FSU s'engage à faire signer massivement la pétition de la FSU en faveur des salaires⁽¹⁾ et à participer activement à la campagne « le service public une chance ! »⁽²⁾

Le SNUCLIAS-FSU revendique :

- L'augmentation de 300 € pour tous
- L'abrogation du jour de carence
- Un plan de titularisation ambitieux pour les dizaines de milliers d'agents non-titulaires
- L'abrogation des lois Fillon de 2003 et 2010 pour une réforme juste des retraites
- Une autre réforme des retraites, plus juste et plus équitable
- La rénovation et le développement des services publics sur tout le territoire

Motion adoptée à l'unanimité du Bureau national du SNUCLIAS. Paris le, 14 décembre 2012

(1)<http://www.fsu.fr/petitions/?p=3>

(2)<http://www.fsu.fr/enquetes/index.php/survey/index/sid/942472>